

# 1

## Le commerce international est-il source de progrès économique et social ?

*Macroéconomie*

### Introduction

- I. L'ouverture aux échanges internationaux est globalement favorable au progrès économique et social mais rend nécessaire des réallocations factorielles.
- II. Si le protectionnisme n'apparaît pas comme une solution, les pouvoirs publics doivent mieux prendre en compte les coûts du commerce international.

### Conclusion

### Concepts clés

- Libre-échange, protectionnisme, commerce international
- Mondialisation, globalisation financière, division internationale du travail, spécialisation productive
- Déversement, inégalités salariales, destructions d'emploi
- Théories du commerce international, avantages absolus, avantages comparatifs, modèle HOS
- Nouvelles théories du commerce international, commerce intra-branche, économies d'échelle, politique industrielle stratégique
- Protectionnisme éducateur, économie d'apprentissage
- Dumping social
- Progrès technique, productivité

### Introduction

« Les économistes ont la réputation notoire, quoiqu'en partie injustifiée, d'être en désaccord sur tout. Pourtant, il est un sujet sur lequel ils se sont presque tous

toujours retrouvés : l'utilité du libre-échange » disait le prix Nobel 2008 d'économie Paul Krugman. Avec la crise des *subprimes*, l'ouverture des frontières a toutefois été largement remise en cause.

Le commerce international est l'ensemble des échanges de biens et services réalisés entre nations. Le commerce international s'inscrit dans le processus plus large de mondialisation, c'est-à-dire de globalisation financière, d'internationalisation du processus de production, de migrations humaines et d'augmentation des échanges de biens et services. Le progrès économique et social renvoie à l'augmentation du revenu par tête et à la diminution du chômage.

La théorie et l'histoire économiques nous montrent que le développement du commerce international est globalement favorable au progrès économique et social mais qu'il peut y avoir des effets transitoires. Toutefois, l'internationalisation des échanges peut avoir des effets négatifs comme la dégradation du solde commercial, la diminution des salaires des non-qualifiés ou encore des destructions d'emplois. Dans quelle mesure les tentations protectionnistes sont-elles légitimes au regard des gains du commerce international ?

L'ouverture aux échanges internationaux est globalement favorable au progrès économique et social mais rend nécessaire des réallocations factorielles (I). Le protectionnisme n'apparaît pas comme une solution et les pouvoirs publics doivent mieux prendre en compte les coûts du commerce international (II).

**L'ouverture aux échanges internationaux  
est globalement favorable au progrès économique  
et social mais rend nécessaire des réallocations factorielles.**

*L'ouverture aux échanges internationaux peut rendre nécessaire  
des réallocations factorielles qui impliquent des coûts de transition.*

Les effets du commerce international sur la croissance semblent positifs. Les études menées par Jeffrey Sachs et Andrew Warner (1995) montrent que les pays « fermés » — ceux qui augmentent leurs droits de douanes — connaissent des taux de croissance largement inférieurs aux pays « ouverts » — ceux qui diminuent leurs droits de douanes. Ainsi, les pays ouverts industrialisés et en développement ont respectivement une croissance annuelle moyenne de 2,3 % et 4,5 % quand les pays fermés ont une croissance annuelle moyenne de 0,7 %. Sur le long terme, l'augmentation du commerce international depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle va de pair avec l'élévation du niveau de vie mondial. De 1947 à 1994, le niveau moyen de droits de douane diminue passant de 40 % à 8 %, s'accompagnant d'un PIB réel mondial multiplié par cinq. Le commerce international est donc source de croissance économique.

Le commerce international, en incitant les économies à se spécialiser, modifie leur structure productive sectorielle. La spécialisation d'un pays dans l'exportation d'une ressource naturelle, expose ce pays, par exemple, au risque de la « maladie

hollandaise ». En effet, la hausse du prix relatif des biens et services non-concernés par le commerce international incite l'épargne à s'investir dans ces secteurs et non dans le capital humain ou dans l'industrie, menant à terme à la désindustrialisation du pays (particulièrement néfaste pour l'emploi) et à des difficultés pour augmenter sa croissance potentielle. Patrick Artus (*Natixis*, 2011) rend compte de la présence des symptômes de la « maladie hollandaise » pour des pays tels que l'Afrique du Sud, le Canada ou encore la Russie, pénalisant ainsi leurs perspectives de croissance.

L'internationalisation de la production et des échanges crée au sein d'une économie des écarts de salaire et des conditions de travail entre les différents secteurs d'activité en fonction de leur degré d'exposition à la concurrence étrangère. Dans les pays développés, on observe une destruction progressive des emplois peu qualifiés dans l'industrie manufacturière et dans le même temps des créations d'emplois qualifiés dans le secteur tertiaire. Si au niveau macroéconomique, il y a un certain « déversement des emplois », pour reprendre l'expression d'Alfred Sauvy, cela s'accompagne pour autant de coûts sociaux importants pour une partie de la population liés aux périodes de transition plus ou moins longues des économies. Par ailleurs, il y a empiriquement augmentation ou stabilisation des inégalités de salaire réel dans les pays de l'OCDE. Ainsi aux États-Unis, entre 1979 et 1995, le salaire réel des travailleurs sans diplômes a baissé de 20 % alors que celui des titulaires d'un diplôme a augmenté de 14 %. Un phénomène similaire est observé dans les pays en développement (Freeman et Oostendorp, 1994). De plus, la mobilité du capital fait craindre des délocalisations destructrices d'emplois dans les pays industrialisés alors que les investissements directs entraînent une croissance appauvrissante dans les pays en développement. En effet, une augmentation des investissements dans un secteur exportateur peut entraîner une forte augmentation de la productivité et donc des prix et diminuer ainsi la compétitivité-prix du bien. Le commerce international entraîne donc des effets néfastes pour certains secteurs ou certaines catégories de travailleurs.

***Les théories du commerce international démontrent que le commerce est un jeu à somme positive, favorable in fine à l'emploi et à la croissance.***

Adam Smith, dans son célèbre ouvrage *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), met en avant les gains de l'ouverture internationale dès lors que chaque pays se spécialise dans la production pour laquelle il détient un avantage absolu (mesuré par la productivité du travail de chaque pays) permettant ainsi un gain mutuel. David Ricardo poursuit l'analyse de Smith en expliquant, à travers la théorie des avantages comparatifs, que même les pays moins productifs ont intérêt à prendre part aux échanges. Les pays se spécialisent alors dans la production du bien dont le coût relatif est le plus faible comparé à l'autre pays. L'ouverture internationale permet d'augmenter la production mondiale totale et fait baisser les coûts de production, elle est donc favorable à la croissance. Le modèle HOS complète la réflexion sur les gains de l'internationalisation de la production avec la théorie des dotations factorielles. Celle-ci explique l'origine des

avantages comparatifs par des différences de ressources en travail et en capital entre les pays. Un pays a alors intérêt à exporter le bien dont la production est intensive dans le facteur relativement abondant et à importer le bien dont la production est intensive dans le facteur relativement rare.

Les nouvelles théories du commerce international démontrent également que le libre-échange est un jeu à somme positive. Elles expliquent l'échange international à partir de la structure de marché. Ainsi, Alfred Marshall montre que le commerce international permet d'exploiter les économies d'échelle externe et interne. En augmentant la taille des marchés et le degré de concurrence internationale, l'échange international est favorable à la croissance puisqu'il permet à une entreprise de produire plus — le marché s'agrandit — et de réaliser des gains de productivité — les coûts fixes sont amortis donc le coût moyen diminue. Paul Krugman montre que l'ouverture internationale est bénéfique même en l'absence d'avantages comparatifs car l'essentiel du commerce international est intra-branche. Cela permet donc aux consommateurs d'accéder à une plus grande diversité de produits. En augmentant la concurrence, il s'accompagne d'effets pro-compétitifs, d'effets disciplinaires sur les producteurs domestiques menant à la réduction des marges commerciales. Le commerce international permet enfin de rationaliser la production et d'exploiter les économies d'échelle, faisant ainsi baisser les prix des produits.

**Si le protectionnisme n'apparaît pas comme une solution, les pouvoirs publics doivent mieux prendre en compte les coûts du commerce international.**

*Le protectionnisme entraîne des effets généralement négatifs mais peut être souhaitable dans les pays en développement.*

Historiquement, le protectionnisme a eu des effets négatifs. Colbert, ministre des finances de Louis XIV, pur défenseur du « patriotisme économique », décide en 1667 de doubler les taxes sur les produits anglais et hollandais. Une telle politique eut des conséquences négatives. Les mesures protectionnistes s'accompagnent le plus souvent d'une certaine réciprocité en la matière. Par exemple, les Anglais, qui étaient à cette période des grands importateurs de toiles bretonnes, n'hésitèrent pas à se tourner vers d'autres contrées. Les Français et les Hollandais se livrèrent une bataille sur les tarifs douaniers de l'alcool et de la soie qui se transforma cette fois en un véritable conflit armé de 1672 à 1678. Suite au Krach boursier de 1929, de nombreux États ont cédé aux tentations protectionnistes en réalisant des hausses des droits de douane, le contingentement et la prohibition de certains produits et des dévaluations monétaires visant à restaurer leur compétitivité-prix. Ces mesures ont fait chuter de près de 40 % le volume des échanges internationaux entre 1929 et 1932, retardant ainsi la sortie de crise. Le protectionnisme entraîne donc des mesures de rétorsion qui nuisent au commerce international et à la croissance économique.

Friedrich List défend l'intérêt du protectionnisme éducateur (1840). Dans la logique ricardienne, les gains du libre-échange proviennent des avantages comparatifs. Ceux-ci ne sont pas figés et évoluent. Ainsi, la mise en place d'un protectionnisme temporaire peut-être nécessaire pour lancer une nouvelle spécialisation et neutraliser temporairement la concurrence étrangère. Friedrich List défend l'usage des droits de douane en Allemagne pour développer l'industrie nationale face à la concurrence anglaise au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans un premier temps, la protection d'un secteur d'activité de la concurrence étrangère lui permet de devenir compétitif en réalisant des économies d'échelle (liées à la taille de l'industrie) et des économies d'apprentissage (liées au temps). Dans une seconde phase, l'État retire ses protections et ouvre le secteur en question au libre-échange. Paul Krugman met tout de même en garde contre les industries « pseudo-naissantes » et la mise en place de protection dans des secteurs ou des industries qui ne se développeront jamais. Le prix Nobel d'économie préconisait dans les années 1980 un protectionnisme offensif avec la mise en place d'une politique industrielle stratégique visant à subventionner des industries compétitives afin qu'elles s'imposent au niveau mondial. Une certaine dose de protectionnisme peut donc être justifiée d'un point de vue stratégique.

Un protectionnisme d'accompagnement peut également se justifier pour limiter l'impact des destructions d'emploi dans un secteur d'activité. Les emplois dans les industries « vieillissantes » peuvent être protégés un temps dans le but d'amortir les coûts sociaux liés à la restructuration du secteur. Un certain protectionnisme peut être justifié dès lors qu'il est temporaire et qu'il est motivé par la préservation de l'emploi, l'exception culturelle, ou encore la protection de l'environnement. De la même manière, des barrières aux échanges peuvent être justifiées pour lutter contre le « dumping social », c'est-à-dire le non-respect des droits du travail, ou des mesures de rétorsion face à des pays qui refusent d'importer des produits nationaux. Toutefois, ces mesures doivent être provisoires et non permanentes.

***Les pouvoirs publics doivent assurer une meilleure redistribution des gains du commerce international.***

Paul Krugman dénonce l'idée reçue selon laquelle la mondialisation entraînerait un accroissement des inégalités (*La mondialisation n'est pas coupable*, 2000). Si le commerce international est essentiel à la bonne santé d'une économie, il n'impacte que très relativement le niveau de vie des individus, qui reste en grande partie déterminé par des facteurs internes — la productivité, la redistribution — et non par le résultat d'une compétition sur le marché international des biens et services. Ainsi, le progrès technique explique 50 % à 80 % des écarts de revenus entre les travailleurs qualifiés et les travailleurs non qualifiés. Pour Krugman, le progrès technique est « biaisé » en faveur des travailleurs qualifiés, il augmente beaucoup la productivité des travailleurs qualifiés, au détriment des travailleurs non qualifiés. Cet écart de productivité explique en grande partie les écarts de salaire entre les deux catégories de travailleurs.

Par ailleurs, seulement 2 à 3 % de la main d'œuvre des pays industrialisés est concurrencée par les pays en voie de développement. Bien souvent, les pays industrialisés ont abandonné la production des biens qu'ils importent des pays en développement pour se spécialiser dans des industries à plus forte valeur ajoutée. Les pouvoirs publics doivent donc assurer la mobilité des travailleurs vers les industries à forte valeur ajoutée autant que le développement de ces industries pour gagner des parts de marché.

Dani Rodrik et Francisco Rodriguez montrent l'existence d'un lien positif entre ouverture internationale et croissance. Cependant, en comparant les coûts d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce pour un pays (environ 150 millions de dollars par an) et les retombées en termes de croissance d'une somme équivalente investie annuellement dans des programmes d'éducation de la population, et concluent que, pour les pays en développement, l'intégration dans l'économie mondiale ne doit pas être considérée comme étant toujours la meilleure politique de développement.

## **Conclusion**

La théorie économique a depuis longtemps mis en évidence les vertus du libre-échange et les méfaits du protectionnisme. Cependant, l'internationalisation de la production et des échanges ne se fait pas sans coûts. Elle entraîne des changements sectoriels et des destructions d'emplois, elle met en péril les modèles sociaux en plaçant les travailleurs en concurrence au niveau international. Des mesures protectionnistes peuvent ainsi être mises en place de manière provisoire pour faire face aux différents coûts de transition.

Pour autant, le commerce international s'apparente à un jeu à somme positive, où les gains qui y sont rattachés sont supérieurs aux pertes qu'il entraîne. Il semble ainsi nécessaire de poursuivre sur la voie de l'ouverture internationale mais en optant pour plus de coopérations entre les pays.

# 2

## Le rattrapage économique est-il un leurre ?

*Macroéconomie*

### Introduction

- I. Le rattrapage est un phénomène justifié théoriquement mais qui ne se réalise que pas « clubs » de pays.
- II. La situation actuelle est caractérisée par une persistance de la pauvreté dans les pays en développement et appelle à un renouveau des politiques de développement.

### Conclusion

### Concepts clés

- Rattrapage économique, convergence, gain de productivité
- Trappe à pauvreté, transition démographique, croissance appauvrissante
- Commerce international, division internationale du travail, spécialisation productive
- Théories du commerce international, avantages absolus, avantages comparatifs, modèle HOS
- Inégalités salariales, Indice de Gini
- Stratégie de remontée de la filière, protectionnisme éducatif
- Modèle de Solow, état stationnaire, sentier de croissance
- Effet Balassa-Samuelson, pression inflationniste
- Politique de développement, redistribution sociale
- Aide publique au développement
- Consensus de Washington
- Taxe sur les transactions financières

## Introduction

En 2001, un rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) notait que le niveau de vie moyen d'un habitant de Sierra Leone était comparable à celui du monde de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'écart de niveau de revenu par tête entre les États-Unis et la Sierra Leone est aujourd'hui de 1 à 50.

Le rattrapage économique peut être défini comme la tendance des pays en développement à croître plus vite que les pays industrialisés. Le terme de « convergence » est également employé pour décrire cette tendance mais il concerne plus particulièrement le rapprochement des niveaux de vie entre pays ayant les mêmes conditions de croissance.

Si le processus de rattrapage économique est bien identifié par les théories économiques, il ne s'agit pas d'un processus automatique ou linéaire et il demeure des inégalités importantes entre pays industrialisés et pays en développement. La convergence a essentiellement lieu entre des pays ayant des niveaux de vie similaires ; le rattrapage est donc largement conditionné par le niveau de capital physique et humain de départ. En raison de la différence des conditions de départ, il y a des risques de trappe à pauvreté, c'est-à-dire un risque que certains pays ne puissent jamais atteindre le développement économique, c'est-à-dire une amélioration durable des conditions de vie de la population par une croissance durable. Il existe toutefois certains miracles de développement comme les pays d'Asie du Sud-Est. Quelles stratégies de croissance ambitieuses et quelle réforme de l'aide internationale doit-on mener pour faire en sorte de diminuer la pauvreté ?

Le rattrapage est un phénomène justifié théoriquement mais qui ne se réalise que par « clubs » de pays (I). La situation actuelle est caractérisée par la possibilité de trappes à pauvreté et appelle à des politiques de développement réformées (II).

### **Le rattrapage est un phénomène justifié théoriquement mais qui ne se réalise que par « clubs » de pays.**

*Le rattrapage économique ne se réalise que par clubs de pays  
même s'il existe quelques « miracles économiques ».*

Les études économiques sur la croissance de long terme montrent que les écarts de richesse entre pays industrialisés et pays en développement persistent ou s'aggravent. Les travaux d'Angus Maddison (2001) montrent par exemple que l'écart de revenu entre les pays industrialisés et les pays en développement est passé de 3 à 18 entre 1820 et 1998. Bourguignon et Morrisson (2002) montrent que l'indice de Gini est passé de 0,5 à 0,6 entre 1820 et 1914 avant d'atteindre 0,64 en 1950 et de rester stable autour de 0,65 à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. La moitié des pays en développement a connu une croissance négative dans les années 1980 et 1990 en raison des crises financières qui ont touché l'Amérique Latine puis l'Asie du Sud-Est et qui se sont propagés à d'autres pays émergents (Rodrik, 2004). En conséquence de ces chocs économiques, les pays en développement dans leur ensemble